

Les politiques des prix

Panel ouvert proposé par :

Boris SAMUEL

SciencesPo - CERI

56, rue Jacob 75006 Paris

mel : borissamuel@hotmail.com ; boris.samuel@sciencespo.fr

tel : 06 99 03 82 12

Boris Samuel est docteur en science politique. Sa thèse, intitulée *La production macroéconomique du réel. Formalités et pouvoir au Burkina Faso, en Mauritanie et en Guadeloupe* a été soutenue en décembre 2013. Diplômé de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique, il a entrepris la préparation d'un doctorat après avoir travaillé pendant une dizaine d'années auprès de gouvernements et d'organisations internationales en Afrique. Ses travaux de recherche analysent les modes de gouvernement, la domination et les trajectoires politiques à partir des objets et pratiques de la statistique, de la macroéconomie et de la gestion des finances publiques. Ses travaux actuels portent plus particulièrement sur les problématiques de la « vie chère » en Mauritanie et au Maroc.

B. Samuel est secrétaire général du Fonds d'Analyse des Sociétés Politiques (FASOPO). Il enseigne à la *Paris School of International Affairs* de SciencesPo, ainsi qu'à l'Ecole de gouvernance et d'Economie de Rabat - Université Mohamed VI au Maroc (cours sur l'économie politique des réformes en Afrique). Il est membre du comité de rédaction de la revue *Politique Africaine*.

Publications récentes :

- « Planning, instability, and informality in Mauritania 2003-2011 », *Canadian Journal of Development Studies* (à paraître)

- « L'Education Pour Tous au Burkina Faso. Une production bureaucratique du réel. », in B. Hibou (dir.), *La bureaucratisation néolibérale*, La Découverte, 2013

- « Des statistiques de prix aux rapports de pouvoir : le rôle des analyses quantitatives dans le dialogue social en Guadeloupe depuis 2009 », in J.C. William, Reno, F. et Alvarez F. (dir.), *Mobilisations sociales aux Antilles. Les événements de 2009 dans tous leurs sens*, Karthala, 2012 ;

- « Calcul macroéconomique et modes de gouvernement : les cas de la Mauritanie et du Burkina Faso », *Politique Africaine* n°124, décembre 2011 (et direction avec B. Hibou de ce numéro de la revue, sur le thème « La macroéconomie par le bas »)

Argument et objectif du panel

Pour entreprendre l'étude sociologique des prix, de nombreux travaux actuels ont une même préoccupation : cherchant à décrire les modes de fixation des prix, leurs « déterminants », ou encore - pour reprendre les termes d'Aspers et Beckert¹ - comment les réponses à la question « c'est combien ? » sont socialement construites, ils utilisent les outils des sciences sociales pour analyser les chaînes d'évaluation et de calcul qui précèdent l'assignation des prix, les dispositifs de jugement mis en jeu (pour évaluer les qualités des produits), ou encore les rapports collectifs qui président aux négociations conduisant à la fixation d'un prix (par exemple un salaire). Cette perspective est en particulier au cœur du domaine des *valuation studies*², qui fait le lien entre une tradition de sociologie pragmatique, les études des sciences et des techniques (STS), et certains courants de l'économie hétérodoxe, comme l'économie des conventions.

Mais une telle interrogation est loin d'être le seul point de départ possible pour entamer un questionnement sur les prix par le biais des sciences sociales. Les prix forment un objet pluriel, qui s'inscrit dans une diversité de dynamiques sociopolitiques et d'échelles. Ils jouent un ensemble de rôles de médiation dans la société. Les significations des prix sont en outre très différentes selon qu'il s'agit de biens ou services de consommation, de tarifs de services publics, ou encore de ce que Polanyi nommait des marchandises fictives (tels les actifs financiers, le travail, la monnaie). Aussi, le présent panel entend proposer une analyse politique des prix, en vue d'illustrer la manière dont des rapports de pouvoir se déploient autour des différents types de prix.

Les sciences sociales ont mis en lumière une pluralité de processus politiques à l'œuvre par le jeu des prix. (1) Leur fixation est au cœur des liens entre gouvernants et gouvernés, notamment parce que les opérations concrètes et quotidiennes de l'économie procèdent de positions de pouvoir et de rapports de domination. La légitimité politique peut donc être questionnée par les prix, par exemple en s'intéressant à certains objets et situations, comme les luttes contre la vie chère et les mobilisations qui réclament la « justice sociale » par les prix³. (2) Les questions macroéconomiques comme l'inflation ou le « niveau des prix » donnent lieu à des dispositifs techniques multiples – indices statistiques, techniques de suivi et d'analyse des fluctuations économiques, outils d'intervention dans l'économie... Ces derniers sont des technologies de pouvoir et de gouvernement à distance qui mettent en lien l'intervention administrative, la production de discours sur l'économie, et les réalités quotidiennes des transactions⁴. Ils contribuent en outre à l'émergence d'ordres politiques⁵. (3) De même, des outils réglementaires et de la régulation étatique, qui se transforment au cours de l'histoire, sont au cœur de la détermination des prix. Ainsi de l'organisation de la concurrence⁶, de la fiscalité⁷, ou des modes de délégation pour la production des

¹ P. Aspers, J. Beckert (dir.), *The Worth of Goods : Valuation and Pricing in the Economy*, Oxford University Press, 2011

² Voir aussi F. Vatin (dir.) *Évaluer et valoriser. Une sociologie économique de la mesure*, Presses Universitaires Mirail, nouvelle édition 2013 ; D. Stark, *The Sense of Dissonance : Accounts of Worth in Economic Life*, Princeton University Press, 2009 ; M. Callon, F. Muniesa, « Les marchés économiques comme dispositifs collectifs de calcul », *Réseaux*, 2003/6 no 122, pp. 189-233.

³ E.P. Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, 50, 1971 ; S. Kaplan, *Les Ventres de Paris: pouvoir et approvisionnement dans la France d'Ancien Régime*, Fayard, Paris, 1988 ; A. Chatriot, M. Fontaine, « Contre la vie chère », *Cahiers Jaurès*, 187-188, 2008 ; V. Bonnacase, « Politique des prix, vie chère et contestation sociale à Niamey: quels répertoires locaux de la colère? », *Politique Africaine*, 130, 2013 ; F. Neiburg, « La guerre des indices. L'inflation au Brésil (1964-1994) », *Genèses*, 84, 2011 ; B. Samuel, *La production macroéconomique du réel. Formalités et pouvoir au Burkina Faso, en Mauritanie et en Guadeloupe*, Thèse de doctorat en science politique, SciencesPo, 2013, Paris.

⁴ Par exemple E. Didier, *En quoi consiste l'Amérique ? Les statistiques, le New Deal et la démocratie*. La Découverte, Paris, 2009 ; A. Desrosières, *Pour une sociologie historique de la quantification. L'argument statistique I*, Presses des Mines, 2008, pp. 39-56 ; P. Miller et N. Rose, « Governing economic life », *Economy and Society*, Volume 19, Issue 1, 1990 ; A. Tooze, *Statistics and the German state 1900-1945: The making of modern economic knowledge*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001.

⁵ F. Lebaron, *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Le Seuil, Paris, 2000 ; F. Lordon, *Les quadratures de la politique économique. Les infortunes de la vertu*, Albin Michel, 1997 ; P. Hall, *Governing the economy : the politics of state intervention in Britain and France*, Oxford University Press, New York, 1986.

⁶ Entrées concurrence ou spéculation, in A. Stanziani, *Dictionnaire historique de l'économie-droit, XVIIIe-XXe siècles*, LGDJ, 2007.

⁷ D. Margairaz et P. Minard, « Marché des subsistances et économie morale : ce que « taxer » veut dire », *Annales historiques de la Révolution française*, 352, Paris, avril-juin 2008 ; N. Delalande et A. Spire, *Histoire sociale de l'impôt*, La Découverte, Paris, 2010.

services publics⁸. L'étude des prix appelle ainsi à s'interroger sur l'historicité de l'Etat. (4) A une échelle plus large, la formation des prix est à relier à l'insertion internationale des économies et aux processus mondiaux de partage des rentes (dans la lignée des analyses de Braudel ou Wallerstein). Leur étude doit donc prendre en compte les rôles des commerçants et des intermédiaires dans les sociétés politiques⁹. Pour ce faire, les opérations les plus infimes des marchés doivent être mises en lien avec les transformations politiques de longue durée, comme le montrent les travaux d'histoire globale ou impériale¹⁰. (5) A une échelle plus resserrée, les prix interrogent la constitution des sujets politiques. Ils contribuent à constituer des « sujets consommateurs » et des « sujets calculateurs » (le « calculating self » de Miller et Rose ou les « agents calculateurs » de Callon, Latour et Muniesa). Ils sont aussi l'un des attributs dans l'émergence des rapports aux objets et des cultures matérielles¹¹, touchant la sphère de l'intime (cf. le « monde marchand » dans la sociologie de Boltanski et Thévenot). Ces constats invitent à interroger les diverses formes de pouvoir et modes d'appartenance à la société politique que les prix recouvrent¹².

On peut voir dans ces différentes perspectives et dans leurs emboitements une invitation à étudier les « politiques des prix », comme Appadurai a considéré les « politiques de la valeur », qui résultent de la combinaison de modes d'actions et d'échelles¹³. Celles-ci peuvent être étudiées à la fois dans les modes de « fixation » des prix de biens spécifiques, dans la « formation » des prix, c'est à dire dans l'étude de leurs déterminants, ou dans la manière dont des représentations macroéconomiques sont construites. Le présent panel propose de combiner ces points de vue et de donner à voir la manière dont les dynamiques sociopolitiques tiennent ensemble autour des prix. Un tel point de vue peut aider à répondre à certains tropismes et points aveugles des travaux actuels sur les prix : les marchés financiers sont par exemple très souvent étudiés - notamment pour la variété des formes de transaction et de calcul qu'ils donnent à voir¹⁴, mais les produits de base que sont les produits de consommation courante, comme les produits alimentaires, ou l'énergie, sont peu abordés alors qu'ils sont très souvent au cœur des débats économiques et politiques. En outre, des questions comme la répartition des marges (et la légitimité politique que leur partage engage) sont finalement peu traitées alors qu'ils sont au cœur de la problématique politique de la formation des prix. Enfin, les tensions au cœur de la régulation étatique des prix et tarifs sont largement oubliées.

Le présent panel propose d'éclairer les politiques des prix en appelant à allier une diversité d'échelles et d'approches de sciences sociales. Tant la sociologie historique du politique, que l'anthropologie, l'économie, l'histoire ou la sociologie de la quantification peuvent aider à cerner les rapports de pouvoir qui entourent les prix. Il posera en outre la question à partir d'une pluralité d'ancrages géographiques et historiques, sans se limiter à l'Europe ou aux pays dits « développés ».

Plus particulièrement, plusieurs axes de questionnement pourront structurer les communications :

- Les rapports entre le débat public ou les imaginaires politiques, et les dynamiques des prix ;
- Le lien entre formation des marges commerciales, rôle des intermédiaires, et contestation ;
- Le lien entre les interventions macroéconomiques ou réglementaires et la détermination des prix ;
- L'établissement des prix comme mode d'exercice du pouvoir par l'économie, et comme forme mode de domination ;
- Les prix comme lieu de confrontation de différentes subjectivités et différents répertoires : marchands, liés aux cultures matérielles, politiques, technocratiques...
- L'historicité des rapports sociopolitiques et de la formation des prix.

⁸ B. Hibou (dir.), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, « Collection Recherches internationales », 1999.

⁹ Sur le Sahel par exemple, P. Bonte, « Faire fortune au Sahara : permanences et ruptures », *Autrepart* n°16, Editions de l'Aube, 2000 ; P. Janin (dir.), « Surveiller et nourrir. Politique de la faim. », *Politique Africaine*, 119, 2010.

¹⁰ Voir par exemple P. Norel et L. Testot, *Une histoire du monde global*. Sciences Humaines, Paris, 2012 ; sur l'Afrique, voir aussi la notion d'« Etat garde barrière » in F. Cooper, *L'Afrique depuis 1940*, Payot, 2008.

¹¹ Par exemple le livre collectif A. Appadurai (dir.), *The Social Life of Things*, Cambridge University Press, Cambridge, 1986 ; J. Guyer, *Marginal Gains: Monetary Transactions in Atlantic Africa*, Chicago, University Of Chicago Press, 2004

¹² Ce qui est évidemment aussi au cœur de tous les travaux anthropologiques sur l'échange, par exemple dans la suite de Mauss.

¹³ Voir l'interprétation de Jean-Pierre Warnier in « Les politiques de la valeur », *Sociétés politiques comparées*, n° 11, janvier 2009.

¹⁴ Travaux de Fabian Muniesa, Daniel Beunza, Donald McKenzie, Olivier Godechot...